

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de la réglementation et de l'environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

**LE PREFET DE SAONE ET LOIRE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre du Mérite**

**DIPA**  
**LOCHE**  
**71000 Mâcon**

DLPE-BENJ-2015-2

VU le titre 1<sup>er</sup> du Livre V du code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-02901 du 30 juillet 2007 autorisant la société DIPA à exploiter un entrepôt situé sur la commune de Mâcon à Loché ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression ;

VU l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 qui dispose : « L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. »

VU l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 qui dispose : « Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Ces équipements doivent faire l'objet d'un contrôle de maintenance annuel avec transmission des informations à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. »

VU l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 qui dispose :

« Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. »

VU l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 qui dispose : « En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes : (...). Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures et sont munies d'un ferme-porte. »

VU l'article 7.7.1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 qui dispose :

Exercices

Les services du SAMU sont contactés lors des différents exercices.

VU l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 qui dispose : « L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : (...) trois poteaux d'incendie normalisés (PIN) en bordure de la RD 89, espacés de moins de 100 mètres Le débit théorique requis sur le site s'élève à 330 m<sup>3</sup>/h. »

VU l'article 9.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 qui dispose :

« Auto surveillance des eaux résiduaires

Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 2		
MES	Normes en vigueur	Annuelle
DCO		
DBO5		
Hydrocarbures totaux		

VU l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 qui dispose :

« Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de deux mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexe au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander. »

VU l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui dispose : « Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. »

VU l'article 9 bis de l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression qui dispose : « Pour les équipements sous pression fixes l'exploitant tient à jour une liste des récipients, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté. »

**VU** l'article 10 de l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression qui dispose :  
« Pour les équipements sous pression répondant aux critères des articles 2,3 et 4 ci-avant, les opérations de surveillance mentionnées au point III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé comprennent au minimum des inspections périodiques. »

**VU** les constatations effectuées par l'inspecteur de l'environnement lors de la visite en date du 26 février 2015 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 6 mars 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les abords de l'entrepôt sont jonchés de déchets plastiques ;

**CONSIDERANT** que les conditions de stockage des déchets plastiques n'évitent pas leur envol ;

**CONSIDERANT** que la présence d'un disconnecteur à pression réduite contrôlable ou de tout autre dispositif équivalent n'est pas prouvée pour chaque alimentation en eau et qu'aucune maintenance des équipements en place n'est effectuée ;

**CONSIDERANT** que les 3 portes coupe-feu entre les deux cellules ne fonctionnent pas ;

**CONSIDERANT** qu'aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été organisé ;

**CONSIDERANT** que les relevés des consommations d'eau ne sont jamais faits ;

**CONSIDERANT** que la qualité des eaux pluviales rejetées n'est jamais contrôlée ;

**CONSIDERANT** que le contrôle des niveaux sonores n'est jamais effectué ;

**CONSIDERANT** que l'analyse du risque foudre n'a pas été présentée ;

**CONSIDERANT** que la liste des récipients, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression n'a pas été présentée ;

**CONSIDERANT** que les relevés des opérations de surveillance mentionnées au point III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 n'ont pas été présentés ;

**CONSIDERANT** que ces manquements sont de nature à engendrer des atteintes à la sécurité et à l'environnement ;

**CONSIDERANT** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DIPA de respecter les prescriptions de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 :**

La société DIPA dont le siège social est situé 2980 avenue Julien Panchot- 66968 à Perpignan - Cedex 9 est mise en demeure, pour son établissement situé dans la zone d'activité de Mâcon-Loché, de respecter avant le 15 mai 2015, les dispositions des articles 2-3-1, 4-1-3, 5-1-3, 7-3-2, et 9-1-2 de l'arrêté préfectoral n°07-02901 du 30 juillet 2007 :

- les abords des bâtiments sont nettoyés ;
- les conditions de stockage des déchets évitent leur envoi ;
- chaque alimentation en eau est équipée d'un disconnecteur à pression réduite contrôlable ou de tout autre dispositif équivalent et la maintenance des équipements en place est effectuée ;
- les portes coupe-feu entre les deux cellules sont rendues fonctionnelles ;
- les relevés des consommations d'eau sont effectués mensuellement.

### **ARTICLE 2 :**

La société DIPA est tenue de respecter avant le 15 juillet 2015 les dispositions des articles 7-7-1-1-3, 7-7-3, 9-1-3-1 et 9-2-1-1 de l'arrêté préfectoral n°07-02901 du 30 juillet 2007 :

- un exercice de défense contre l'incendie est mis en œuvre ;
- le débit simultané des poteaux incendie est prouvé ;
- la qualité des eaux pluviales rejetées est contrôlée ;
- le contrôle des niveaux sonores est effectué.

### **ARTICLE 3 :**

La société DIPA est tenue de respecter avant le 15 juillet 2015 les dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

- l'étude du risque foudre est réalisée.

### **ARTICLE 4 :**

La société DIPA est tenue de respecter avant le 15 juillet 2015 les dispositions des articles 9bis et 10 de l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression :

- la liste des récipients, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté susvisé est établie, les opérations de surveillance mentionnées au point III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 sont effectuées et les relevés sont tenus à la disposition de l'inspection.

**ARTICLE 5 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 6 :**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus par l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera notifié à la société DIPA.

Une copie en sera adressée à :

- Madame la secrétaire générale de la préfecture ;
- Monsieur le maire de Mâcon ;
- Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mâcon, le **29 AVR. 2015**

Le Préfet

**Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire**

**Catherine SÉGUIN**